



Luxembourg, le 19 novembre 2020

Le gouvernement force le vote d'un projet militaire opaque et inutile

Aujourd'hui, la Chambre des députés a adopté avec les voix de la majorité le projet de loi très controversé sur la rallonge budgétaire pour le satellite militaire LuxeoSys. La gestion catastrophique et très opaque du ministère de la Défense sous la houlette de l'ancien ministre LSAP Etienne Schneider s'est soldée par une hausse spectaculaire du prix. De 170 millions d'euros prévus initialement, le prix de ce gadget inutile est passé à 310 millions.

Seule une commission d'enquête parlementaire aurait pu permettre de faire toute la lumière dans ce dossier épineux, mais la majorité le refuse, ajoutant ainsi l'ineptie à l'aveuglement. Pour déi Lénk, il n'y a pas de doute, ce projet n'aurait jamais dû être soumis au vote en l'absence d'un rapport impartial d'une commission d'enquête. C'est donc une bien triste journée pour la démocratie luxembourgeoise.

Le gouvernement a d'ailleurs du mal à justifier l'achat de cet objet dont l'utilité demeure très douteuse. Il s'agit là d'un mal intrinsèque aux dépenses militaires. Pour toute autre dépenses, le gouvernement s'interroge sur son bienfondé. Mais lorsqu'il s'agit du budget de la défense, la seule ambition du gouvernement semble être de le dépenser coûte que coûte. Il fait ainsi le jeu de l'industrie de l'armement qui se frotte les mains à l'idée de pouvoir vendre ses joujoux au prix fort. Pour donner un ordre de grandeur, il suffit de rappeler que le gouvernement prévoit de verser environ 170 millions d'euros au fonds du logement en 2021.

déi Lénk est d'ailleurs le seul parti représenté au Parlement à avoir dès le départ rejeté l'achat de ce satellite qui est le symbole d'une course effrénée à l'armement orchestrée par l'Otan et que le gouvernement luxembourgeois refuse de questionner. Alors que l'utilisation spécifique des images prises par ce satellite reste obscure, ce projet peut entraîner le Luxembourg malgré lui dans des conflits lointains ou faire en sorte qu'il soit associé à des actions militaires illégales. déi Lénk continuera à s'opposer à la militarisation mise en œuvre depuis 2014 et votera évidemment contre le projet de loi qui accorde une rallonge budgétaire au projet LuxeoSys.

Communiqué par déi Lénk